



autorité de régulation
des communications électroniques,
des postes et de la distribution de la presse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Recensement des caractéristiques et des conditions tarifaires des offres de communications électroniques en accès fixe, mobile et couplées fixe-mobile, en métropole et dans les DCOM (Offres Grand Public)

Marché public passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert suivant les articles L.2124-1, R.2124-2 1°, et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Coordonateur du groupement de commandes

Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse
(Arcep ou Autorité)

14 rue Gerty Archimède - CS 90410

75613 PARIS cedex 12









Adresse Internet du site de l'Autorité : <https://www.arcep.fr>

Sommaire

Article 1 -	Objet du marché.....	4
Article 2 -	Groupement de commandes	4
Article 3 -	Forme du marché	4
Article 4 -	Allotissement.....	4
Article 5 -	Documents contractuels	5
Article 6 -	Durée du marché.....	5
Article 6.1 -	Prise d'effet et durée du marché	5
Article 6.2 -	Reconduction du marché	5
Article 6.3 -	Reconduction anticipée du marché	6
Article 7 -	Délais d'exécution des prestations et prolongation des délais.....	6
Article 8 -	Lieu d'exécution des prestations.....	6
Article 9 -	Montant du marché	7
Article 10 -	Prix du marché.....	7
Article 10.1 -	Modalités de variation des prix.....	7
Article 10.2 -	Clause butoir.....	8
Article 10.3 -	Clause de sauvegarde	8
Article 11 -	Réexamen des prestations du marché	8
Article 11.1 -	Prolongation de la durée du marché.....	8
Article 11.2 -	Services supplémentaires devenus nécessaires.....	9
Article 11.3 -	Marché de prestations similaires	9
Article 11.4 -	Circonstances imprévues.....	9
Article 11.5 -	Substitution d'un nouveau Titulaire	9
Article 11.6 -	Modifications non-substantielles	9
Article 11.7 -	Modifications de faible montant.....	10
Article 12 -	Obligations du Titulaire du marché	10
Article 13 -	Information et conseil	10
Article 14 -	Modification du caractère technique en cours d'exécution et arrêt des prestations ..	11
Article 15 -	Confidentialité	11
Article 16 -	Droit de propriété intellectuelle.....	12
Article 17 -	Protection des données à caractère personnel	13
Article 18 -	Développement durable.....	13
Article 19 -	Conditions financières	14
Article 19.1 -	Paiement par l'Arcep	14

Article 19.2 -	Modalités financières	14
Article 19.2.1 -	Modalités générales	14
Article 19.2.2 -	Phasage budgétaire	15
Article 19.3 -	Délai global de paiement.....	15
Article 19.4 -	Sous-traitance.....	16
Article 19.5 -	Avance	16
Article 19.6 -	Cession et nantissement de créances	16
Article 19.7 -	Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire du marché.....	17
Article 19.8 -	Réfaction du prix	17
Article 20 -	Pénalités	17
Article 21 -	Assurances.....	18
Article 22 -	Changement de situation du Titulaire.....	18
Article 23 -	Résiliation	18
Article 24 -	Litiges.....	19
Article 25 -	Dérogations aux documents généraux.....	19
Article 26 -	Dispositions finales.....	19

Aperçu du marché

	Objet du marché	Prestations de recensement des caractéristiques et des conditions tarifaires des offres de communications électroniques en accès fixe, mobile et couplées fixe-mobile, en métropole et dans les DCOM (Offres Grand Public)
	Désignation de l'acheteur	Groupement de commandes composé de : <ul style="list-style-type: none"> - L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) – Coordonateur - L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee)
	Forme du marché	Marché de services mono-attributaire
	Architecture du marché	Lot unique
	Tranches	Sans objet
	Durée	1 an – 3 reconductions possibles
	Lieu d'exécution	Au sein des locaux du Titulaire – Réunions à prévoir au siège de l'Arcep ou à distance
	Prix	Prix global et forfaitaire – Révisable – Phasage budgétaire prévu au sein du CCAP

Marché de prestations de recensement des caractéristiques et des conditions tarifaires des offres de communications électroniques en accès fixe, mobile et couplées fixe-mobile, en métropole et dans les DCOM – Offres Grand Public –

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet le **recensement des caractéristiques et des conditions tarifaires des offres de services de communications électroniques** en accès fixe, mobile et couplées fixe-mobile.

Ce recensement couvre les offres grand public commercialisées en France métropolitaine et dans les départements et collectivités d'outre-mer.

Le détail des prestations à fournir figure dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 2 - Groupement de commandes

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique (ci-après désigné « le Code »), le marché est porté par un groupement de commandes (ci-après désigné « le Groupement ») constitué par :

- L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (**Arcep**) ;
- L'Institut national de la statistique et des études économiques (**Insee**).

Le coordonateur du Groupement est **l'Arcep**.

En cette qualité, l'Arcep établit les actes juridiques relatifs au marché et procède aux formalités nécessaires à la passation ainsi qu'à l'exécution du présent marché, conformément aux dispositions de l'article L.2113-7 du Code ainsi qu'à la Convention de groupement formée entre les deux administrations.

Le Titulaire s'assure de communiquer les livrables ainsi que toute information impactant l'exécution des prestations à l'ensemble des membres du Groupement.

Article 3 - Forme du marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Qualifié de marché de services, il est régi par le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (ci-après désigné « CCAG-PI »).

Article 4 - Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique d'exécution, conformément à l'article L.2113-10 du Code. En effet, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Article 5 - Documents contractuels

La signature de l'Acte d'engagement emporte acceptation des pièces constitutives du marché mentionnées ci-dessous.

Conformément à l'article 4 du CCAG-PI, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- **L'Acte d'engagement (AE) ;**
- Le présent **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;**
- Le cahier des **Clauses techniques particulières (CCTP) ;**
- Le **Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI)** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 - JORF du 1^{er} avril 2021 ;
- Tous les éléments de **l'offre technique du Titulaire** du marché (notamment le mémoire technique) ;
- Les **déclarations de sous-traitance (DC4)**, le cas échéant, et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché ;

La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) n'est pas un document contractuel. Seul le montant global du marché, renseigné au sein de l'Acte d'engagement, est contractuel.

Seuls les exemplaires conservés par l'Arcep font foi.

Les pièces générales (Code de la commande publique, CCAG-PI) sont réputées connues des parties.

Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions générales et particulières éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Article 6 - Durée du marché

Article 6.1 - Prise d'effet et durée du marché

Conformément à l'article R.2182-4 du Code, le marché prend effet à compter de sa notification, pour **une durée d'un an**.

Dans le cas où le marché serait notifié avant le mois de janvier 2026, la durée du marché pourra être prolongée, dans les conditions de l'Article 11.1 - du présent CCAP, afin que la dernière période d'exécution du marché permette l'exécution des prestations sur un cycle complet, de janvier à décembre de l'année étudiée.

Article 6.2 - Reconduction du marché

Le marché est **reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un an**, dans les mêmes termes et pour le même montant, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

Dans le cas où le Groupement ne souhaiterait pas reconduire le marché, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Le cas échéant, la décision de non-reconduction sera adressée au minimum deux mois avant le terme de la période d'exécution en cours du marché.

Article 6.3 - Reconduction anticipée du marché

Le Groupement peut prendre la décision de reconduire le marché de manière anticipée dans les mêmes termes et pour le même montant, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer. Il s'agit d'une décision expresse.

Cette décision met fin à la période d'exécution en cours et déclenche, de manière anticipée, la période d'exécution suivante.

La date de reconduction anticipée marque alors le point de départ de la durée définie à l'Article 6.2 - du présent CCAP.

Pour l'application de la clause de révision des prix, la date de reconduction anticipée se substitue à la date anniversaire de la notification du marché ou, le cas échéant, à la date de la précédente reconduction anticipée.

La décision de reconduction anticipée est notifiée au Titulaire par l'Arcep et précise :

- la date d'effet de la reconduction anticipée ;
- la date d'échéance de la période ainsi reconduite ;
- la date de référence pour le calcul de la révision des prix.

Article 7 - Délais d'exécution des prestations et prolongation des délais

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI, le délai d'exécution du marché part du **1^{er} janvier 2026, ou de la date de notification du marché, si celle-ci intervient postérieurement à la date mentionnée ci-avant.**

Le délai global d'exécution des prestations est d'un an. Le délai d'exécution pour la livraison de chaque livrable est défini au sein du CCTP.

Le calendrier de réalisation des prestations sera défini avec le Titulaire dans le respect des exigences formulées par le CCTP.

S'agissant de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à l'acheteur en vue de l'engagement des opérations de vérification, conformément à l'article 13.2.2 du CCAG-PI. Dans le cadre du présent marché, le terme « étude » désigne les livrables définis à l'article 2.4 du CCTP.

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du CCAG-PI.

Article 8 - Lieu d'exécution des prestations

Les prestations se dérouleront au sein des locaux du Titulaire. Des réunions sont à prévoir au sein des locaux des membres du Groupement, situés à Paris.

Au besoin et avec l'accord du Groupement, certaines réunions pourront être assurées à distance.

Article 9 - Montant du marché

Le Groupement estime que le montant du marché pour une année d'exécution se situe **autour de 60 000 € HT, soit environ 240 000 € HT au global pour toute la durée du marché**, reconductions incluses.

Article 10 - Prix du marché

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire, conformément à l'article R.2112-6 du Code.

Le montant des prestations correspond au montant indiqué au sein de l'Acte d'Engagement, établi sur le montant total figurant au sein de la Décomposition du prix global et forfaitaire remise par le Titulaire lors de la consultation.

Les prix sont réputés comprendre un an d'exécution des prestations ainsi que tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent CCAP et dans le CCTP, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le Titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du Titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché. Les demandes de paiement sont adressées en montant hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Article 10.1 - Modalités de variation des prix

Le mois d'établissement des prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la notification du marché. Ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont fixes pendant la première année d'exécution du marché.

En cas de reconduction, ils seront ensuite révisés tous les ans à la date anniversaire de la notification du marché, conformément à l'article R2112-13 du Code, par application de la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times \left[0,3 + 0,7 \times \left(\frac{I_m}{I_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P_r : Prix révisé

P_0 : Prix initial du contrat réputé établi dans les conditions économiques du mois zéro

I_0 : Valeur de l'indice de référence du mois zéro (valeur de l'indice publié pour le mois zéro)

I_m : Valeur du dernier indice de référence paru au mois de révision des prix

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

L'indice de référence est l'**indice Syntec révisé (SYN REV)**.

Il est publié sur le site de la **Fédération Syntec** : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Ainsi que sur **Le Moniteur** : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/41a51b8c-1b27-4d7c-b2d2-2e0af815cdb5>.

Pour la mise en oeuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'indice de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Le Titulaire dispose d'un **délai de dix jours à compter de la date de révision des prix** pour faire parvenir à l'Arcep une note comprenant le calcul à employer sur les factures pour obtenir le prix de règlement révisé, le coefficient de révision applicable, ainsi que le montant révisé sur la base du coefficient obtenu, sur la base de la formule ci-dessus.

L'Arcep, au nom et pour le compte du Groupement, notifie son acceptation au Titulaire dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. À défaut de retour, la révision de prix est réputée acceptée par l'Arcep.

La formule de révision des prix et le coefficient obtenu sont à reporter par le Titulaire sur les factures émises à partir de la date anniversaire du marché.

Article 10.2 - Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la formule de révision de prix sera limitée à augmentation de 5% et ne pourra pas aller au-delà.

Article 10.3 - Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'évolution du prix de règlement résultant de l'application de formule de révision est supérieure à 5% et/ou que l'exécution du marché est compromise du fait de l'application de la clause butoir ci-dessus, le Groupement se réserve le droit de résilier la partie non-exécutée du marché, sans dédommagement possible pour le Titulaire.

Article 11 - Réexamen des prestations du marché

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, le Groupement se réserve la possibilité, conformément aux articles R.2122-7, R.2194-1 à R.2194-10 du Code, de :

1. Demander la réalisation de prestations similaires à celles du marché.
2. Ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du/des marché(s) ;
3. Modifier des prestations prévues initialement.

Article 11.1 - Prolongation de la durée du marché

Conformément à l'Article 6.1 - du présent CCAP, la durée du marché pourra être prolongée dans le cas où la notification intervient avant le mois de janvier 2026 afin que la dernière période d'exécution du marché permette l'exécution des prestations sur un cycle complet, de janvier à décembre de l'année étudiée.

Le marché ainsi prolongé prendra fin au plus tard au mois de janvier suivant l'année étudiée.

La modification sera effectuée sous la forme d'une décision unilatérale et sera notifiée au Titulaire par voie électronique, via PLACE.

Le prix des prestations étant réputé inclure une année de recensement, le prolongement de la durée du marché ne donnera lieu à aucune rémunération complémentaire.

Article 11.2 - Services supplémentaires devenus nécessaires

En vertu des dispositions de l'article R.2194-2 du Code, le marché pourra être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code, des services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de Titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

Article 11.3 - Marché de prestations similaires

Le Groupement se réserve le droit de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, si les conditions prévues à l'article R.2122-7 du Code sont réunies.

Article 11.4 - Circonstances imprévues

En vertu de l'article R.2194-5 du Code, le marché pourra être modifié en présence de circonstances imprévisibles mais uniquement si l'acheteur a respecté son obligation de diligence.

Article 11.5 - Substitution d'un nouveau Titulaire

En application de l'article R.2194-6 du Code et du présent article relatif au réexamen, le marché pourra être modifié en cas de substitution d'un nouveau Titulaire au Titulaire initial.

Le présent marché pourra également être modifié, en application de l'article précité du Code, dans le cas d'une cession dudit marché, à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial et à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire devra alors remplir les conditions qui avaient été fixées par le Groupement pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Article 11.6 - Modifications non-substantielles

Le présent marché pourra être modifié en vertu de l'article R.2194-7 du Code sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles. Il conviendra de se référer aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code, selon lesquelles une modification est substantielle, notamment, lorsque au moins une des conditions suivantes est remplie :

- Elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
- Elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;
- Elle modifie considérablement l'objet du marché ;
- Elle a pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau Titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R.2194-6 du Code.

Article 11.7 - Modifications de faible montant

Le présent marché pourra être modifié, en vertu de l'article R.2194-8 du Code lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R.2194-7 du Code sont remplies.

Lorsque, en application des articles précités du Code et du présent article, plusieurs modifications successives sont effectuées, le Groupement prendra en compte leur montant cumulé, comme imposé par l'article R.2194-9 du même Code.

Article 12 - Obligations du Titulaire du marché

Le Titulaire est soumis aux obligations suivantes pendant toute la durée du marché :

- Réaliser les prestations conformément aux documents du présent marché et dans son offre ;
- Maintenir la qualité des équipes ou personnes qui travaillent sur le projet, proposées dans son offre ;
- Remettre les livrables demandés dans le respect des délais contractuels et des conditions de réalisation prévues au sein du présent marché ;
- Respecter son obligation de confidentialité prévue dans le marché et l'ensemble des obligations légales, ou d'autre nature, applicables à l'objet du marché.

Le Titulaire fournit les prestations dans le respect de la définition de l'objet du présent marché et des principes prévus au CCTP. Il met en œuvre tous les moyens humains, organisationnels et professionnels pour effectuer ces prestations conformément aux pièces du marché.

Il remet à l'Arcep et à l'Insee des livrables exempts d'erreur matérielle. Il veille en permanence à assurer la transparence de ses actions à l'ensemble des membres du Groupement.

Le Titulaire garantit avoir, en interne ou par le biais de sous-traitants, l'ensemble des connaissances, compétences et savoir-faire techniques et organisationnels nécessaires à l'exécution du présent marché. Il garantit la faisabilité technique et la légalité des solutions préconisées.

En tant que professionnel, le Titulaire est garant du respect :

- De toutes obligations légales et réglementaires en vigueur de nature à couvrir ou impacter les prestations recommandées et/ou mises en œuvre en application du présent marché ;
- Des règles de l'art et règles de bonne conduite pour chacune des prestations visées dans son offre et le marché.

Le Titulaire est seul responsable de l'obtention des éventuelles autorisations nécessaires pour la réalisation de ces prestations.

Article 13 - Information et conseil

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, a une obligation permanente de conseil à l'égard du Groupement dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer le Groupement de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent marché.

Article 14 - Modification du caractère technique en cours d'exécution et arrêt des prestations

Ces deux principes sont mis en œuvre dans le respect des articles 22 et 23 du CCAG-PI.

Article 15 - Confidentialité

Le Titulaire du marché s'engage à observer une stricte confidentialité à l'égard des tiers sur le contenu des prestations objet du présent marché et leurs modalités d'exécution.

L'article 5.1 du CCAG-PI s'applique. Dès lors, le Titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le Titulaire s'engage à ce que les informations transmises par l'Arcep ou l'Insee, qui ne seraient pas (ou qui ne seraient plus) disponibles publiquement, ne soient ni divulguées, ni susceptibles d'être divulguées, soit directement, soit indirectement à des tiers, ne soient transmises de manière interne qu'aux seuls membres de l'équipe concernée travaillant sur la prestation objet du marché ayant à en connaître, et ne soient utilisées par ces derniers qu'aux fins exclusives de réaliser les prestations faisant l'objet de l'étude et ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui défini par le Groupement dans le cadre du marché.

Le Titulaire s'engage à ce que les supports contenant des informations confidentielles ne soient ni copiés, ni reproduits, ni dupliqués, totalement ou partiellement, sauf si ces copies, reproductions ou duplications sont faites dans le cadre de l'exécution des prestations et pour les besoins du Groupement.

Toutes les informations confidentielles communiquées par l'Arcep ou l'Insee, dans le cadre de l'exécution des prestations, restent la propriété exclusive de celles-ci, et les supports ayant servi à leur transmission devront être restitués respectivement à l'Arcep et/ou à l'Insee ou détruits immédiatement à la fin de l'exécution des prestations, après autorisation de l'Arcep, ainsi que, le cas échéant, les copies, reproductions ou duplications des supports contenant des informations confidentielles, visés ci-dessus.

En l'espèce, le Titulaire restituera les tableurs de type *Excel* contenant les données collectées avant et lors du marché à l'Arcep et à l'Insee à la fin de l'exécution des prestations (c'est-à-dire, à lorsque le marché arrivera à son terme) et veillera à détruire toute copie détenue en interne.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire du marché garantit la confidentialité des échanges et des informations fournies par le Groupement. Il s'engage à protéger les informations relevant du secret des affaires, à ne pas divulguer ces informations à des tiers, et ce, sans limitation de durée, et à n'en faire utilisation que dans le cadre du présent marché.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité contenues au sein du présent marché. Le Titulaire se porte fort du respect de cette obligation de confidentialité par ses salariés et sous-traitants éventuels et sera responsable de plein droit en cas de manquement de l'une ou l'autre de ces personnes.

Tout manquement aux présentes justifierait une résiliation de plein droit du marché et engage la responsabilité contractuelle du Titulaire.

Article 16 - Droit de propriété intellectuelle

Les documentations de base, données et autres documents remis au Titulaire du marché par l'Arcep et/ou l'Insee pour l'exécution du présent marché restent la propriété exclusive de celles-ci.

Le présent marché ne saurait entraîner aucun transfert de propriété d'un des membres du Groupement au bénéfice du Titulaire. Le droit d'utilisation sur ces éléments accordé au Titulaire par le Groupement est limité aux seuls besoins et durée du présent marché.

Les droits de propriété intellectuelle portent sur l'intégralité des prestations réalisées et/ou des résultats fournis en exécution du présent marché, seul ou conjointement avec les membres du Groupement, composées :

- des éléments et livrables visés au CCTP ;
- de tous les autres travaux de recherche objet des présentes tels que, notamment, les bases de données, les informations, les modèles, les inventions brevetables ou non au sens du Code de la propriété intellectuelle.

Les droits de propriété intellectuelle **sont cédés à titre exclusif** au Groupement conformément aux dispositions des articles 32 à 35 du CCAG – PI.

Les droits cédés comprennent notamment :

- Le droit de reproduire, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports, y compris électroniques, tant actuels que futurs, connus ou inconnus ;
- Le droit de représenter, de communiquer au public, de mettre à disposition du public ou de distribuer, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris électroniques, tant actuels que futurs, connus ou inconnus ;
- Le droit d'adapter, de résumer, de traduire, d'incorporer, en tout ou partie, par tous moyens, tant actuels que futurs, connus ou inconnus, dans toute étude ou tout autre document ou produit ;
- Le droit de transférer les résultats à un prestataire, une autre institution ou toute autre personne du choix du Groupement ;

L'ensemble de ces droits est transférable par chacun des membres du Groupement qui, en tant que cessionnaires, ont la liberté d'exercer l'ensemble des droits acquis, directement ou par un tiers.

Cette cession est faite pour le monde entier et pendant toute la durée de la protection légale des droits d'auteur. Le prix de la cession de droits est compris de façon forfaitaire et définitive dans le montant du marché.

Les résultats pourront être exploités en toutes langues et tous pays, sous toutes formes et présentations et par tous procédés tant actuels que futurs par le Groupement ou tout tiers autorisé.

Le Titulaire du marché assure au Groupement la jouissance exclusive des droits d'utiliser les résultats contre tout trouble, revendication et éviction d'un tiers, à un titre quelconque et il indemnise des éventuelles conséquences dommageables pour les membres du Groupement.

Il atteste notamment que l'ensemble des résultats sont entièrement originaux et n'incorporent aucun élément protégé susceptible de violer les droits de tiers. Dans le cas contraire, le Groupement se

réserve la faculté de résilier le présent marché, sans préjudice du paiement de tout éventuel dommage et intérêt subis par le(s) membre(s) du Groupement.

L'ensemble des éléments fournis par l'un des membres du Groupement pour l'exécution du présent marché reste sa propriété exclusive. Le présent marché ne saurait entraîner aucun transfert de propriété des membres du Groupement au bénéfice du Titulaire. Le droit d'utilisation sur ces éléments accordé au Titulaire par le Groupement est limité aux seuls besoins et durée du présent marché.

Si l'exploitation des résultats par l'un des membres du Groupement nécessite l'utilisation de savoir-faire ou de brevets antérieurs détenus en tout ou en partie par le Titulaire, celui-ci s'efforce, sous réserve des droits consentis à des tiers et de ses intérêts légitimes, de favoriser cette exploitation pour les besoins définis aux présentes selon des conditions à convenir au cas par cas.

La reproduction ou l'utilisation par le Titulaire du marché, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, des documents précités est interdite sans autorisation de l'ensemble des membres du Groupement. Les seules reproductions autorisées sont celles nécessaires à l'exécution du présent marché.

Le Titulaire du marché conserve ses droits propres - dont ceux d'exploitation - portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats, conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-PI.

Article 17 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

Le Titulaire du marché accordera une vigilance particulière au respect le plus strict de la protection des données à caractère personnel et à la conservation de l'anonymat des personnes impliquées dans la réalisation des prestations.

Le Titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements de données à caractère personnel réalisés pour le compte de l'Arcep répondent aux exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD ») et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et garantissent la protection des droits des personnes concernées.

Conformément à l'article 28 du RGPD, le Titulaire et le Groupement précisent, le cas échéant, par voie contractuelle, dans les meilleurs délais et au plus tard deux mois à compter de la notification de l'acte d'engagement, l'objet et les conditions de mise en œuvre des traitements de données susvisés. En cas de non-respect de ses obligations, le Titulaire s'expose, en fonction de la gravité du manquement, à la résiliation du marché.

Article 18 - Développement durable

Dans le cadre de ce marché, le Titulaire devra mener des actions visant à réduire, trier et recycler ses déchets, ainsi qu'à optimiser ses déplacements et utiliser des modes de transport respectueux de l'environnement dès que cela est possible.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Groupement vérifie que le Titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement. L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité¹. Le cas échéant, il invite le Titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Le Groupement encourage le Titulaire qui ne serait pas assujéti aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

Article 19 - Conditions financières

Article 19.1 - Paiement par l'Arcep

Le mode de paiement proposé est le virement.

L'ordonnateur des dépenses est : la Présidente de l'Arcep.

Le comptable assignataire est : Le Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique - Bâtiment Necker, 120 rue de Bercy 75012 Paris.

La dépense est imputée sur les crédits inscrits au Programme 134 – Centre financier 0134-CARC-C001.

Article 19.2 - Modalités financières

Article 19.2.1 - Modalités générales

Seules les prestations effectivement approuvées par l'Arcep au nom et pour le compte du Groupement donnent droit à paiement. Cette approbation, déclarée par l'Arcep, permet de déclarer que « le service est fait ».

Les factures seront émises à terme échu en une seule fois après exécution et admission des prestations faisant l'objet du phasage budgétaire selon les modalités arrêtées dans le présent CCAP.

Ainsi, à l'issue de chaque échéance déterminée par le phasage budgétaire, le cas échéant, l'Arcep approuvera le travail effectué par le Titulaire du marché. Il y aura approbation dès lors que la prestation aura été réalisée par le Titulaire conformément aux dispositions du marché.

Cette approbation pourra déclencher l'émission et l'envoi de la facture par les services comptables du Titulaire du marché. De ce fait, les factures correspondant aux différentes phases ne doivent en aucun cas parvenir à l'Arcep avant que « le service fait » ne soit prononcé.

Une copie de chaque facture par mail devra être transmise simultanément à l'adresse marches-publics@arcep.fr pour validation.

¹ Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

La facture afférente au paiement sera établie en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes : le numéro de marché, la date de notification, le numéro de la phase objet de la facturation et l'identité du service émetteur (AAIRCEP075).

Pour l'envoi de la ou des factures, la dématérialisation au format PDF est obligatoire.

Le Titulaire du marché doit transmettre cette facture sur le site :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

en renseignant le numéro de marché à 10 chiffres (exemple : 1504992253), le code service exécutant de l'Arcep (**FAC9470075**) et le n° Siret de l'Etat (**11000201100044**).

Cette dématérialisation permet de :

- Sécuriser la transmission des documents ;
- Suivre l'avancement du traitement des factures ;
- Constituer une preuve acceptée par l'administration fiscale ;
- Bénéficier d'un délai de paiement plus rapide.

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter leur montant au crédit du compte bancaire du Titulaire du marché.

Article 19.2.2 - Phasage budgétaire

Le paiement des prestations s'effectuera conformément au phasage suivant :

- 25% : à l'issue de la livraison des livrables correspondant aux mois 1, 2 et 3 de l'année considérée pour l'étude et à l'issue de la validation par le groupement de ces documents. ;
- 25% : à l'issue de la livraison des livrables correspondant aux mois 4, 5 et 6 de l'année considérée pour l'étude et à l'issue de l'approbation par l'Autorité de ces documents. ;
- 25% : à l'issue de la livraison des livrables correspondant aux mois 7, 8 et 9 de l'année considérée pour l'étude et à l'issue de l'approbation par l'Autorité de ces documents. ;
- 25% : à l'issue de la livraison des livrables correspondant aux mois 10, 11 et 12 de l'année considérée pour l'étude et à l'issue de l'approbation par l'Autorité de ces documents.

Article 19.3 - Délai global de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et selon les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Ainsi, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture par le pouvoir adjudicateur ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture. Ces dates sont constatées par le pouvoir adjudicateur. À défaut, c'est la date d'établissement de la facture, augmentée de deux jours, qui est retenue.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par le pouvoir adjudicateur avant le mandatement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire du marché précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global est de 30 jours.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours

duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 19.4 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché dans les conditions fixées aux articles L.2193-4 et suivants du Code.

Dans ce cadre, le Titulaire déclare à l'Arcep le (les) sous-traitant(s) au(x)quel(s) il envisage de confier l'exécution de certaines prestations au moyen du [formulaire DC4](#) remplie et signée par le sous-traitant et le Titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement du sous-traitant. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Groupement.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le Titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations et du respect de toutes les autres obligations du figurant au sein du marché. Il apporte au(x) sous-traitant(s) toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

Article 19.5 - Avance

L'option A de l'article 11 du CCAG-PI peut s'appliquer au présent marché. Dans ce cadre, le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct peuvent bénéficier d'une avance s'ils en font la demande.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du Code. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code.

Article 19.6 - Cession et nantissement de créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du Code. Plus particulièrement, s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, les dispositions de l'article R.2191-51 s'appliquent.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur du montant des prestations exécutées par le Titulaire.

Article 19.7 - Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire du marché

En application de l'article 27 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire du marché.

Article 19.8 - Réfaction du prix

Dans le cas où le Groupement estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être admises en l'état, une réfaction du montant de la facture pourra être appliquée. Son pourcentage sera décidé par le pouvoir adjudicateur.

La décision de réfaction ne pourra être notifiée au Titulaire qu'après l'avoir mis en mesure de transmettre ses observations. Dans ce cadre, l'Arcep adressera, au nom et pour le compte du Groupement, une notification pour réfaction à venir motivée, et donnera au Titulaire du marché un délai de quinze jours pour lui transmettre ses observations.

Article 20 - Pénalités

Le Titulaire ne pourra être tenu responsable en cas d'inexécution de ses obligations résultant d'un évènement de force majeure.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du Titulaire.

Le montant des pénalités ne saurait dépasser 10% du montant total du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération n'est prévue concernant l'application des pénalités de retard.

Dans le cas où le Groupement envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités suivantes pourront s'appliquer en cas de retard de la manière suivante :

Infraction	Montant de la pénalité
Retard dans la remise d'un livrable	50€/jour ouvré de retard

Le montant de la pénalité est hors du champ d'application de la TVA et n'est pas révisable.

Article 21 - Assurances

Le Titulaire du marché assurera la responsabilité complète tant civile que pénale des accidents pouvant survenir à son personnel du fait de l'exécution du présent marché.

Article 22 - Changement de situation du Titulaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifie immédiatement à l'Autorité le jugement instituant la procédure.

Le Titulaire est tenu de signaler à l'Arcep, sans délai et par écrit, tout changement ayant une incidence sur le statut de la société tel que des modifications des personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, relatives à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, etc., y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

Le Titulaire est informé que l'Arcep, qui instruit le paiement au nom et pour le compte du Groupement, ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement résultant d'anomalies entre les indications portées sur l'Acte d'engagement et les modifications intervenues au sein de la société du titulaire ou concernant le statut de sa société et dont elle n'aurait pas eu connaissance.

En tout état de cause, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise doivent être signalées à l'Arcep. Le cas échéant, le Titulaire adresse un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société et une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales à l'Arcep.

Article 23 - Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI s'appliquent au présent marché.

Toutefois, par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité.

En plus des cas prévus par le Chapitre 7 du CCAG PI, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire fautif, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- En cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent marché ;
- En cas de manquement au devoir d'information et/ou de conseil ;
- En cas de fautes répétées ;
- Si le montant des pénalités atteint 10% du montant total du marché.

Dans ce cas, un préavis d'au moins un mois peut être imposé au Titulaire.

Article 24 - Litiges

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-PI s'appliquent au présent marché.

Le présent contrat est régi par le droit français.

Tout litige éventuel issu de l'application du présent contrat est soumis au Tribunal administratif de Paris.

Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera soumis au Tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché et au Tribunal Judiciaire de Paris pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 Paris cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46

email : greffe.ta-paris@juradm.fr

Tribunal de Paris

Parvis du tribunal de Paris

75 859 Paris Cedex 17

Téléphone : 01 44 32 51 51

email : tj-paris@justice.fr

Article 25 - Dérogations aux documents généraux

Les dispositions du présent CCAP prévalent sur toutes les dispositions du CCAG-PI qui lui seraient contraires.

Article du CCAG-PI auquel il est dérogé	Article du CCAP instaurant la dérogation
Article 13.1.1	Article 7
Article 14 Article 14.1.3	Article 20
Article 40	Article 23

Article 26 - Dispositions finales

Tout rapport, toute documentation et toute correspondance relatifs au présent marché doivent être rédigés en français.